TABLE DES MATIÈRES

ABREVIATIONS	•
Préface	IX
Prolégomènes	XI
SECTION 1 LA NOTION DE RISQUE SOCIAL	XV
§ 1. Des exemples légaux de risques sociaux	XV
A. Des normes internes peu précises	ΧV
B. Une définition extensionnelle du risque social par	
les normes internationales	XVII
§ 2. Une définition intensionnelle du risque social	XVII
A. Le risque	XVIII
B. Les caractéristiques fondamentales de la notion de risque social	xx
SECTION 2 PREMIÈRE APPROCHE DE LA PROTECTION SOCIALE	XXIII
§ 1. Les caractéristiques de la protection sociale	XXIII
§ 2. Les archétypes de systèmes de protection sociale	XXVI
A. Les idéaux-types	XXVII
B. Les remises en cause de certains archétypes	XXIX

Première partie Théorie générale	
DE LA PROTECTION SOCIALE	. 1
CHAPITRE 1 Les techniques de prise en charge des risques sociaux	. 2
SECTION 1 LES TECHNIQUES INDIFFÉRENCIÉES DE PROTECTION	
SOCIALE	. 4
§ 1. Les entraides familiales et communautaires	_
A. L'entraide familiale	
B. « L'action communautaire »	
§ 2. La charité et la philanthropie	
A. La charité B. Les organisations caritatives	_
C. La philanthropie	_
§ 3. La responsabilité civile	
§ 4. Les techniques du droit fiscal	
A. Les « dépenses fiscales »	
B. L'« impôt négatif »	
§ 5. La prévoyance	
A. La prévoyance individuelle : l'épargne	
B. La prévoyance collective	. 19
C. La prévoyance d'entreprise	. 25
SECTION 2 LES TECHNIQUES SPÉCIFIQUES DESTINÉES	
À CERTAINES CATÉGORIES DE LA POPULATION	. 31
§ 1. Les interventions législatives en faveur des pauvres	. 32
§ 2. Les interventions législatives en faveur des salariés	35
A. De la responsabilité civile à la réparation des accidents	
du travail	
B. Du sursalaire familial aux allocations familiales	
C. L'invention des assurances sociales	41
SECTION 3 LA PROTECTION SOCIALE DE L'ENSEMBLE	
DE LA POPULATION	
§ 1. Le modèle néo-zélandais	
§ 2. Le système proposé dans le rapport Beveridge	
A. Les principes	
B. Les mesures préconisées	
§ 3. Les ambitions du plan français de sécurité sociale	60

Chapitre 2 Description generale de la protection sociale en France
SECTION 1 LA NOTION DE RÉGIME
§ 1. Les conceptions possibles de la notion de régime
§ 2. Les apports du droit économique communautaire
SECTION 2 UNE MULTIPLICITÉ DE RÉGIMES DE BASE DE SÉCURITÉ SOCIALE
Sous-section 1 L'ÉCHEC DU RÉGIME UNIQUE DE BASE
§ 1. La protection sociale agricole : l'autre sécurité sociale
A. Éléments d'histoire de la MSA
B. La MSA : un régime original
§ 2. La survie des régimes spéciaux
A. Des régimes divers
B. Des régimes en mutation
§ 3. La mosaïque de régimes « autonomes »
A. Une construction risque par risque, profession par profession
B. Le regroupement de certains régimes d'indépendants
C. Une grande variété de règles applicables
Sous-section 2 LES CONVERGENCES DES RÉGIMES DE BASE
§ 1. L'alignement progressif des prestations
§ 2. Généralisation, individualisation, universalisation
§ 3. Le développement d'une administration spécialisée
de recouvrement des cotisations
§ 4. Une intégration financière très avancée
A. La prise en charge de cotisations et de prestations
B. Les mécanismes de transferts financiers
§ 5. Des institutions administratives et financières communes
Section 3 Une prise en charge du chômage extérieure
AUX INSTITUTIONS DE LA SÉCURITÉ SOCIALE
§ 1. Une histoire mouvementée
§ 2. Les réorganisations successives de la prise en charge
des chômeurs
A. La fusion des institutions de gestion
B. Le changement de modèle

Section 4 La galaxie de la protection sociale	
COMPLÉMENTAIRE	122
§ 1. Le développement et la «juridicisation» progressive	
de la protection sociale complémentaire des salariés	123
A. Les textes initiaux	123
B. L'émergence d'un droit des retraites complémentaires des salariés	125
C. L'essor du droit de la prévoyance complémentaire	131
D. La promotion par le législateur de l'épargne retraite d'entreprise	134
§ 2. La protection sociale complémentaire obligatoire	136
A. Les régimes complémentaires obligatoires vieillesse	137
B. La couverture maladie complémentaire sous condition de ressources	140
C. L'assurance collective frais de soins complémentaire obligatoire des salariés	141
§ 3. La protection sociale complémentaire volontaire	142
SECTION 5 L'AIDE SOCIALE ET L'ACTION SOCIALE	143
§ 1. Évolutions	144
A. L'émergence de politiques de lutte contre l'exclusion B. Du « département providence » à une certaine forme	144
de régionalisation	146
l'aide sociale et la sécurité sociale	148
§ 2. La dualité des prestations d'aide sociale	149
	173
SECTION 6 L'INDEMNISATION SOCIALE	151
CHAPITRE 3 Les sources du droit de la protection sociale	157
SECTION 1 LES SOURCES INTERNATIONALES DU DROIT	
DE LA PROTECTION SOCIALE	158
§ 1. Les textes internationaux de principe	159
A. Les instruments déclaratifs	159
B. Les instruments internationaux normatifs.	166
§ 2. Les instruments de coordination des législations	
nationales de protection sociale	180
A. Les principes généraux des instruments de coordination	181

B. Les conventions bilatérales
C. Les conventions multilatérales
§ 3. Les outils de l'européisation cognitive
SECTION 2 LES SOURCES NATIONALES DU DROIT
DE LA PROTECTION SOCIALE
§ 1. Les normes nationales
A. La Constitution
B. Les lois ordinaires
C. Les actes administratifs
D. Le droit conventionnel
§ 2. Les principes généraux du droit de la protection sociale
DEUXIÈME PARTIE LE DROIT POSITIF
Sous-partie 1 LES RÉGIMES DE BASE DE PROTECTION
SOCIALE
TITRE 1 LE RÉGIME GÉNÉRAL DE SÉCURITÉ SOCIALE
Chapitre préliminaire Les sujets du régime général
SECTION 1 L'ASSUJETTISSEMENT DE PRINCIPE DES SALARIÉS AU RÉGIME GÉNÉRAL
§ 1. L'affiliation du fait du « travail pour autrui »
A. Le lien de subordination juridique
B. L'existence d'une rémunération
§ 2. Certains salariés restent affiliés à des régimes autres
que le régime général
Section 2 Les autres assujettissements légaux
§ 1. L'assujettissement au régime général de personnes
dignes de protection
§ 2. L'assujettissement par la résidence aux prestations
familiales et à l'assurance frais de santé
A. L'affiliation pour le bénéfice de prestations familiales B. L'affiliation subsidiaire pour la prise en charge des frais
do coinc

Sous-titre 1 Les prestations du régime général	
CHAPITRE 1 Les assurances sociales	236
SECTION 1 L'ASSURANCE MALADIE	236
Sous-section 1 LE REVENU DE REMPLACEMENT	
§ 1. Les conditions d'attribution	237
A. La condition de durée d'affiliation préalable	238
B. L'incapacité de travail	239
C. Les obligations administratives	
§ 2. L'attribution et le montant	241
Sous-section 2 LA PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE SOINS	243
§ 1. Les titulaires du droit à la prise en charge des frais	
de santé	243
§ 2. Les principes directeurs de la prise en charge	245
§ 3. La couverture des différentes charges	246
A. Les frais de soins non hospitaliers	247
B. Les frais de soins hospitaliers	261
SECTION 2 L'ASSURANCE DE PARENTALITÉ	266
§ 1. Les frais de soins	267
§ 2. Les revenus de remplacement	268
A. L'assurance maternité	268
B. L'assurance paternité et d'accueil de l'enfant	270
Section 3 L'ASSURANCE INVALIDITÉ	271
§ 1. Les conditions d'ouverture des droits	271
A. Les conditions médicales	272
B. Les conditions administratives.	272
§ 2. Les prestations	273
A. Les pensions d'invalidité contributives	274
B. L'allocation supplémentaire invalidité	277
Section 4 L'ASSURANCE DÉCÈS ET L'ALLOCATION JOURNALIÈRE	
D'ACCOMPAGNEMENT D'UNE PERSONNE EN FIN DE VIE	278
§ 1. Le capital décès	279
A. Conditions de durée d'assurance	279
B. Les bénéficiaires	280
C. Le montant du capital décès	282
§ 2. L'allocation journalière d'accompagnement d'une	
nercanno en fin de vie	000

SECTION 5 L'ASSURANCE VIEILLESSE	283
§ 1. Les caractéristiques des règles des pensions	
de vieillesse du régime général	283
§ 2. Les conditions d'ouverture des droits à la retraite	285
A. L'âge d'ouverture du droit	285
B. La cessation d'activité	286
§ 3. Les avantages contributifs	288
A. Les droits de l'assuré	288
B. Les droits du conjoint survivant	296
§ 4. Les minima non contributifs : le « minimum vieillesse »	
et l'allocation de solidarité aux personnes âgées	299
A. Le « minimum vieillesse »	300
B. L'allocation de solidarité aux personnes âgées	301
SECTION 6 L'ASSURANCE VEUVAGE	302
•	
CHAPITRE 2 Les accidents du travail et les maladies	
professionnelles	304
SECTION 1 LE CHAMP D'APPLICATION PERSONNEL DES RÈGLES	
SUR LE RISQUE PROFESSIONNEL	306
Section 2 Les risques couverts	307
§ 1. L'accident du travail	307
A. La plasticité de la notion d'accident du travail	308
B. La portée de la présomption d'imputabilité au travail	313
A. Les enjeux de la qualification de «trajet protégé»	315 316
B. Les caractéristiques du «trajet protégé»	317
§ 3. La maladie professionnelle	321
A. La maladie professionnelle présumée	322
B. Reconnaissance sur expertise individuelle	325
·	
SECTION 3 LA RÉPARATION DES RISQUES PROFESSIONNELS	328
§ 1. La procédure	328
§ 2. Les modalités	330
A. La prise en charge des frais de soins et les mesures	221
de réadaptation	331
C. L'indemnisation complémentaire	332

SECTION 4 LA PRÉVENTION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL	346
§ 1. Une multiplicité d'intervenants	346
§ 2. L'administration spécifique du régime général	348
§ 3. Les outils	350
CHAPITRE 3 Les prestations familiales	352
SECTION 1 LES CARACTÉRISTIQUES DES PRESTATIONS	
FAMILIALES	353
SECTION 2 CONDITIONS COMMUNES AUX PRESTATIONS	
FAMILIALES	357
§ 1. Le bénéficiaire	357
A. L'allocataire	357
B. La mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget	
familial	358
§ 2. L'enfant à charge	359
§ 3. La base mensuelle	361
SECTION 3 LE RÉGIME PROPRE DE CHAQUE PRESTATION	e.
FAMILIALE	362
§ 1. Les allocations familiales	362
§ 2. La prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)	364
A. La prime à la naissance	364
B. L'allocation de base	365
C. Les compléments de libre choix	365
§ 3. Le complément familial : aide aux familles nombreuses	•
et pauvres	370
§ 4. L'aide aux familles monoparentales : l'allocation	
de soutien familial	370
§ 5. Les aides au logement	371
A. L'allocation de logement à caractère familial	372
B. La prime de déménagement	374
C. Les prêts à l'amélioration de l'habitat	374
§ 6. L'aide aux familles d'enfants scolarisés : l'allocation	
de rentrée scolaire	374
§ 7. L'allocation journalière de présence parentale	375
A. Conditions d'attribution de l'AJPP	375
R. Les prestations	276

SOUS-TITRE 2 L'ADMINISTRATION ET LES FINANCES DU RÉGIME GÉNÉRAL	
CHAPITRE 1 L'organisation administrative du régime général	
SECTION 1 LES ORGANISMES DE GESTION	
§ 1. L'organisation générale des institutions	
A. Les organismes des branches	
B. Les institutions communes	
§ 2. Les structures de gestion des organismes	
A. La structure bicéphale	
B. Le statut du personnel des organismes de sécurité sociale	
§ 3. La répartition des pouvoirs au sein des organismes	
A. L'administration des organismes	
B. Le pouvoir hiérarchique des caisses nationales sur	
les autres caisses	
SECTION 2 L'INTERVENTION DE L'ÉTAT	
§ 1. Un contrôle étatique en évolution	
A. Les organes traditionnels de la tutelle	.,
B. Les modalités : tutelle « traditionnelle »	
et « management par objectifs »	
§ 2. Les instances consultatives et d'information	••
§ 3. Les fonds de financement	
A. Le Fonds de solidarité vieillesse	
B. La caisse d'amortissement de la dette sociale	
C. Le Fonds de réserve des retraites	
CHAPITRE 2 Les finances du régime général	
SECTION 1 LES RESSOURCES DU RÉGIME GÉNÉRAL	
§ 1. Les cotisations	
A. L'assiette des cotisations : la rémunération	
B. Le calcul et les taux	
§ 2. Les contributions accessoires	
A. Les impôts et taxes affectées (ITAF)	
B. La CSG, la CRDS et la CASA	
C. Le «forfait social»	
D. L'affectation d'une part de la TVA	

SECTION 2 LES MÉCANISMES D'ALLOCATION DES RESSOURCES	. 432
§ 1. Le recouvrement des cotisations et des contributions	433
A. Les obligations de l'employeur	433
B. Le contrôle par l'URSSAF	436
C. Les sanctions au non-paiement	445
§ 2. La gestion des sommes collectées	
A. Un ensemble financier complexe	448
🔗 B. L'encadrement particulier des dépenses de frais de soins	450
Titre 2 LA RETRAITE COMPLÉMENTAIRE OBLIGATOIRE	
DES SALARIÉS	453
Chapitre 1 Caractéristiques fondamentales	455
SECTION 1 LA GESTION PAR DES INSTITUTIONS PARITAIRES	
DE DROIT PRIVÉ	400
§ 1. Des institutions de droit privé agréées	
A. Les institutions de retraite complémentaire	
B. La centralisation du pilotage des retraites	456
complémentaires obligatoires	459
§ 2. Le choix du paritarisme	
§ 3. Le respect du principe de spécialité	
	701
SECTION 2 LA PRÉFÉRENCE DE LA TECHNIQUE	
DE LA RÉPARTITION	461
SECTION 3 L'ADHÉSION OBLIGATOIRE DES ENTREPRISES	462
The state of the s	102
CHAPITRE 2 Le régime complémentaire unique	464
SECTION 1 CHAMPS D'APPLICATION	465
SECTION 2 LE FINANCEMENT	466
Market and the second of the s	
SECTION 3 LES PENSIONS DE RETRAITE DU RÉGIME AGIRC-ARRCO	468
§ 1. Les conditions d'acquisition des droits	468
§ 2. Les conditions d'ouverture des droits	469
A. Les conditions d'ouverture de la pension de retraite	460
complémentaire	469
8 2 La montant de la rotraite	

TITRE 3 L'INDEMNISATION DU CHÔMAGE	475
Chapitre 1 La gestion de l'indemnisation du chômage	479
SECTION 1 LA GESTION ADMINISTRATIVE	479
§ 1. L'architecture générale du service public de l'emploi	480
§ 2. Les institutions d'indemnisation et de placement	482
§ 3. Le pilotage de l'indemnisation du chômage	484
§ 4. La collecte des cotisations chômage par les URSSAF	485
SECTION 2 LES RESSOURCES DE L'INDEMNISATION DU CHÔMAGE	486
§ 1. Le financement de l'assurance chômage	486
A. CSG et cotisations	486
B. Les modulations	487
§ 2. Le régime de solidarité	488
§ 3. Le financement de l'activité partielle	488
CHAPITRE 2 Les revenus de remplacement du chômeur	489
SECTION 1 LA PRISE EN CHARGE DE L'ACTIVITÉ PARTIELLE	490
Sous-section 1 LE DROIT COMMUN DE L'ACTIVITÉ PARTIELLE	491
§ 1. Le mécanisme d'indemnisation	491
§ 2. Les éventuels engagements de l'employeur	493
Sous-section 2 L'ACTIVITÉ PARTIELLE DE LONGUE DURÉE LIÉE	
À LA CRISE SANITAIRE	494
SECTION 2 LES INDEMNITÉS DE L'ASSURANCE CHÔMAGE	495
§ 1. Le chômeur indemnisé	495
A. L'inscription comme demandeur d'emploi	496
B. La perte involontaire de l'emploi salarié	498
C. La condition d'âge	499
D. L'aptitude physique	499
E. Les obligations du demandeur d'emploi	499
A. La durée d'indemnisation	505 505
B. Le montant de l'aide au retour à l'emploi	507
§ 3. Les aides au reclassement	510
A. L'aide à la mobilité	510
B. L'aide à la création ou la reprise d'une entreprise (ARCE)	511
C. Le nouvel accompagnement à la création ou la reprise	
d'entrenrise (NACRE)	511

SECTION 3 L'ASSISTANCE CHÔMAGE	512
§ 1. L'allocation de solidarité spécifique (ASS)	512
A. Les bénéficiaires	512
B. Le montant	513
§ 2. L'allocation aux travailleurs indépendants (ATI)	514
Sous-partie 2 LA PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE	517
TITRE 1 LA PRÉVOYANCE COMPLÉMENTAIRE D'ENTREPRISE	523
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE Les organismes assureurs	526
SECTION 1 LES MUTUELLES	526
§ 1. Les caractéristiques fondamentales des mutuelles	527
§ 2. Les différents types de mutuelles	527
A. Les mutuelles pratiquant l'assurance	528
B. Les mutuelles de réalisations sanitaires et sociales	529
SECTION 2 LES INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE	530
SECTION 3 LES ENTREPRISES D'ASSURANCE	532
Section 4 LES MUTATIONS DES ORGANISMES ASSUREURS	534
§ 1. L'intervention d'autres opérateurs dans les opérations	
d'assurance collective	534
§ 2. Les groupes de protection sociale à but non-lucratif	536
A. La réglementation européenne	536
B. Des formes originales de regroupement d'organismes	537
assureurs : les groupes non-capitalistiques § 3. Le développement de réseaux de soins	537 540
3 3. Le developpement de leseaux de sonis	540
Sous-titre 1 LA PRÉVOYANCE COMPLÉMENTAIRE OBLIGATOIRE	543
CHAPITRE 1 L'assurance décès complémentaire	
obligatoire des cadres	545
SECTION 1 LE CHAMP D'APPLICATION PERSONNEL	
DE L'OBLIGATION DE COTISATION	546
SECTION 2 L'OBLIGATION D'INSTAURER UNE GARANTIE DÉCÈS	548
§ 1. Une assurance à cotisation définie	548
S a Las catications	E40

SECTION 3 LA SANCTION DU NON-RESPECT DE LA GARANTIE DÉCÈS	550
CHAPITRE 2 Le régime complémentaire frais de santé légal d'Alsace-Moselle	553
SECTION 1 LES BÉNÉFICIAIRES	554
SECTION 2 LE FINANCEMENT ET LA GESTION DU RÉGIME	555
SECTION 3 LES PRESTATIONS	556
CHAPITRE 3 La couverture santé complémentaire obligatoire des salariés	558
SECTION 1 LE CHAMP D'APPLICATION PERSONNEL DE LA « GÉNÉRALISATION »	560
SECTION 2 L'ENCADREMENT DES « COMPLÉMENTAIRES SANTÉ OBLIGATOIRES »	561
§ 1. L'encadrement des garanties	562
§ 2. Un financement contraint A. Une participation minimale de l'employeur à l'assurance	564
collective B. Le versement santé	564 565
•	,
CHAPITRE 4 Les « maintiens de salaire » légaux en cas de maladie	567
SECTION 1 LA GARANTIE LÉGALE MINIMALE DE RESSOURCES	567
DU SALARIÉ MALADE	568
§ 1. Les conditions d'indemnisation	569
A. Les bénéficiaires	569
B. Les conditions liées à l'arrêt de travail	569
C. La « contre-visite patronale »	570 571
§ 2. Les paramètres de l'indemnisation légale	571
SECTION 2 LE MAINTIEN DE SALAIRE EN APPLICATION DU DROIT LOCAL ALSACIEN-MOSELLAN	574
Sous-titre 2 LA PROTECTION SOCIALE D'ENTREPRISE VOLONTAIRE	577
CHAPITRE 1 La prévoyance gérée par le comité social et économique	580

Section 1 La prévoyance comme activité sociale	
ET CULTURELLE	581
§ 1. La définition	581
§ 2. Les caractéristiques	582
Section 2 LES MODALITÉS DE LA PRÉVOYANCE DU COMITÉ	
SOCIAL ET ÉCONOMIQUE	583
§ 1. La proposition d'un contrat d'assurance	583
§ 2. La délégation de gestion à l'employeur ou à une autre	
personne morale	584
§ 3. La subvention	584
CHAPITRE 2 La prévoyance, engagement de l'employeur	586
SECTION 1 L'ENGAGEMENT DE L'EMPLOYEUR ENVERS	
SES SALARIÉS	587
§ 1. La mise en place d'un dispositif collectif de prévoyance	587
A. La consultation préalable du comité social et économique	588
B. Les conventions et accords collectifs de prévoyance	589
C. La ratification à la majorité des intéressés d'un projet	, "
d'accord proposé par le chef d'entreprise	594
D. La décision unilatérale de l'employeur	595
§ 2. L'exécution de l'engagement de l'employeur	597
§ 3. La modification et l'extinction de l'engagement patronal	600
SECTION 2 LES OPÉRATIONS COLLECTIVES DE PRÉVOYANCE	601
§ 1. Les règles générales de l'opération collective	
d'assurance	602
A. La mise en place de la couverture prévoyance	603
	604
C. La modification ou la résiliation de la couverture	
collective prévoyance	605
§ 2. Les règles propres à certains contrats collectifs	
d'assurance de salariés	606
A. La prohibition de la «sélection des risques»	607
en cas de modification des conditions originelles	608
	000
SECTION 3 LES EXONÉRATIONS DE COTISATIONS SOCIALES	, i.
ET D'IMPÔTS DE CERTAINS CONTRATS DE PRÉVOYANCE	614
8 4. La droit commun dos avanérations de cotisations sociales	614

§ 2. L'exigence spécifique des « régimes frais de santé » :	
«les contrats responsables»	61
§ 3. L'impôt et la prévoyance collective	61
A. La fiscalité du financement de la prévoyance	61
B. La fiscalité des prestations de prévoyance	61
Titre 2 LES FONDS DE PENSION	62
CHAPITRE 1 Théorie générale des fonds de pension	62
SECTION 1 LA TYPOLOGIE DES « PILIERS »	62
§ 1. La description normative en piliers	62
§ 2. Correspondance en droit de l'Union européenne	63
SECTION 2 LES CARACTÉRISTIQUES COMMUNES DES FONDS DE PENSION	63
§ 1. Le choix de la technique de la capitalisation	63
§ 2. Une gestion sous contrainte	63
Chapitre 2 Les règles communes à tous les plans d'épargne retraite	63
Section 1 La constitution d'un revenu	64
SECTION 2 PRINCIPES DE GESTION	64
CHAPITRE 3 Les plans d'épargne retraite individuels	64
SECTION 1 FONCTIONNEMENT DU PERIN	64
SECTION 2 LES PRÉLÈVEMENTS FISCAUX ET SOCIAUX DU PERIN	65
Section 3 De lege ferenda : Le produit paneuropéen	
D'ÉPARGNE RETRAITE INDIVIDUELLE (PEPP)	65
Chapitre 4 Les mécanismes de retraite	
surcomplémentaire d'entreprise	65
SECTION 1 LE PER COLLECTIF	65
§ 1. Instauration et bénéficiaires du PERcol	65'
§ 2. L'alimentation du PERcol	65
§ 3. Les prestations du PERcol	66
§ 4. Le régime fiscal et social du PERcol	66
A. Statut fiscal	66
R. Statut social	66

SECTION 2 LE PERO	663
§ 1. L'instauration du PERo	663
§ 2. L'alimentation et gestion du PERo	664
§ 3. Le régime fiscal et social du PERo	665
A. Les avantages du PERo pour l'entreprise	665
B. Les avantages du PERo pour le salarié	666
SECTION 3 LES RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES	667
for the control of th	
Sous-partie 3 LES DISPOSITIFS D'INDEMNISATION	
SOCIALE	673
CHAPITRE I L'indemnisation par le Fonds de garantie des assurances obligatoires (FGAO)	676
SECTION 1 L'INDEMNISATION EN CAS D'ACCIDENT	
DE LA CIRCULATION	678
SECTION 2 LA RÉPARATION DE CERTAINS ACCIDENTS DE CHASSE	679
SECTION 3 LE FONCTIONNEMENT DU FGAO	680
CHAPITRE 2 L'indemnisation des victimes d'infractions	682
SECTION 1 LA PRISE EN CHARGE SOCIALISÉE DES VICTIMES D'INFRACTIONS	683
SECTION 2 L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES	685
CHAPITRE 3 L'indemnisation des victimes de l'amiante	689
Section 1 Le FCAATA	690
Section 2 Le FIVA	692
§ 1. L'organisation administrative et financière du FIVA	693
§ 2. Les fonctions du FIVA	694
A. Les bénéficiaires	694
B. Le mécanisme d'indemnisation	695
CHAPITRE 4 L'indemnisation des risques liés à l'activité médicale	699
SECTION 1 LES PISOUES COUVERTS	700

SECTION 2 LES PROCÉDURES DE CONCILIATION ET/OU	
D'INDEMNISATION	702
§ 1. La procédure de droit commun	703
§ 2. Les procédures pour les risques sériels	706
CHAPITRE 5 L'indemnisation des victimes de produits	
phytopharmaceutiques	708
SECTION 1 LES BÉNÉFICIAIRES	709
SECTION 2 LES PRESTATIONS	710
SECTION 3 LE FINANCEMENT	711
CHAPITRE 6 L'indemnisation de victimes d'essais	
nucléaires	712
SECTION 1 CHAMP D'APPLICATION DE LA LOI	713
§ 1. Champ d'application personnel § 2. Champ d'application matériel	713 714
SECTION 2 ÉLÉMENTS DE PROCÉDURE	715
§ 1. Une administration ad hoc	715
§ 2. Procédure d'indemnisation	715
Sous-partie 4 L'AIDE ET L'ACTION SOCIALE	. 717
CHAPITRE 1 Notions et caractéristiques	719
SECTION 1 L'AIDE SOCIALE	720
§ 1. Définition	720
§ 2. Caractéristiques	721 721
A. Un droit alimentaire	
B. Un droit subsidiaire	722
C. Un droit temporaire	723
D. Un droit réservé aux nationaux et aux résidents étrangers en situation régulière	724
	, _
SECTION 2 L'ACTION SOCIALE	726
§ 1. Définition	726
§ 2. Caractéristiques	727

CHAPITRE 2 Les dispositifs d'aide et d'action sociale	729
SECTION 1 LE REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE ET LA PRIME D'ACTIVITÉ	729
Sous-section 1 Le RSA	732
§ 1. Les bénéficiaires	733
§ 2. Le montant	734
§ 3. Le dispositif d'insertion	736
§ 4. Le financement du RSA	738
Sous-section 2 LA PRIME D'ACTIVITÉ	739
§ 1. Les conditions du bénéfice de la prime d'activité	740
§ 2. Le montant de la prime d'activité	741
GECTION 2 LES AIDES DANS LES CIRCONSTANCES PARTICULIÈRES DE LA VIE	743
§ 1. L'assistance sociale aux personnes malades	743
A. La complémentaire santé solidaire	744
B. L'aide médicale d'État	749
§ 2. La prise en charge financière du handicap	751
A. Le droit à compensation du handicap	753
B. Les aides aux ressources des personnes handicapées	755
C. L'administration et le financement des prestations	
des personnes handicapées	763
§ 3. La prise en charge de la dépendance des personnes âgées	766
A. L'allocation personnalisée autonomie	769
B. L'organisation administrative et financière	773
C. L'offre d'hébergement aux personnes âgées dépendantes	775
§ 4. Les aides au logement	779
A. Le droit au logement opposable	780
B. La couverture des frais de logement	782
C. Les dispositifs d'hébergement temporaire	786
§ 5. L'aide sociale aux enfants et aux jeunes	789
A. La protection maternelle et infantile	791
B. Les actions éducatives	793
C. La « garantie jeune »	796
§ 6. Les aides au logement des personnes âgées	797
A. Le maintien à domicile	797
R. L'héhergement en structure collective	803

Sous-Partie 5 APERÇU DU CONTENTIEUX DE LA PROTECTION SOCIALE	811
CHAPITRE 1 Le contentieux devant le Pôle social du Tribunal judiciaire	814
SECTION 1 ORGANISATION DU PÔLE SOCIAL	814
SECTION 2 COMPÉTENCE RATIONAE MATERIAE § 1. Le contentieux de la sécurité sociale § 2. Une compétence spéciale dans le contentieux de l'aide	815 815
sociale	816
SECTION 3 DES PARTICULARITÉS PROCÉDURALES § 1. Compétence territoriale	818 818
§ 2. Procédure amiable préalable	819
et sociale	821
§ 1. Les tribunaux interrégionaux § 2. La Cour nationale	822 823
CHAPITRE 3 Le contentieux du contrôle technique	825
SECTION 1 L'ORGANISATION DES JURIDICTIONS DU CONTRÔLE TECHNIQUE	826
SECTION 2 DOMAINE DE COMPÉTENCE	827
SECTION 3 LA PROCÉDURE APPLICABLE	828
BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE	831
INDEX	835

PHOTOCOMPOSITION NORD COMPO 59650 VILLENEUVE D'ASCQ